



Colloque international à Perpignan, France

A l'issue de la VI^{ème} réunion annuelle des Réseau international des Chaires Senghor de la Francophonie, qui se tenait les 15 et 16 octobre derniers à l'université de Perpignan, un colloque réunissant une cinquantaine d'universitaires, chercheurs et experts s'est déroulé le samedi 17 octobre pour débattre sur le thème : « *Confrontation ou dialogue des cultures en Méditerranée : quel rôle pour la Francophonie et l'Union pour la Méditerranée ?* ».

Les interventions, souvent savantes, et les échanges, très nourris, ont témoigné des inquiétudes autant que des espoirs face à un espace géographique, la Méditerranée et ses pays riverains, confronté à de profonds déséquilibres qui menacent la paix mondiale. A cet égard, différents éclairages ont mis en exergue le fait qu'il n'y a pas d'unité méditerranéenne, comme l'a expliqué l'amiral Jean Dufourcq de l'Ecole militaire, ce qui explique que l'Union pour la Méditerranée¹ (UPM) est sans aucun doute l'un des laboratoires de la mondialisation. Et de fait, il fut largement question de mondialisation et de francophonie. La Méditerranée met en effet en relation des espaces dont les frontières peuvent parfois sembler imprécises. Ainsi en est-il de l'UE, qui envisage d'intégrer des pays non européens, de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) qui accueille des pays non « francophones » (question du seuil d'irréversibilité linguistique) et de l'UPM qui comprend des pays n'ayant pas de rives méditerranéennes, tout cela contribuant à jeter un flou sur des identités à géométrie variable. Ces espaces étant façonnés par des murs virtuels ou réels difficilement franchissables, comme l'a souligné Mme Leïla Rezk, directrice du Dialogue XXI, seule la coopération culturelle paraît être de nature à endiguer ce phénomène et permettre la réalisation de projets communs.

Même si la montée des tensions et des conflits autour de la Méditerranée a été pointée du doigt, c'est toujours lors des périodes de transition – et le processus de globalisation actuellement à l'œuvre en est une – que l'on peut faire évoluer les positions et la situation globale. La capacité de mobilisation de la Francophonie est indéniable : qui pouvait croire avant 2005 que, malgré le désaccord des Etats-Unis d'Amérique, la convention de l'Unesco sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles allait être adoptée par 148 pays sur 154 ? La réalité de la dimension culturelle passe par un véritable dialogue des cultures qui ne doit pas se limiter à des dialogues institutionnels mais ne peut être que la résultante d'échanges constructifs entre des hommes et des femmes de cultures différentes. Ainsi, Mme Katia Haddad, professeure de littérature francophone au Liban, expliqua-t-elle qu'au-delà des replis identitaires, le recours à la langue française comme médium neutre pour des locuteurs ayant une autre langue maternelle, ouvre la voie à de tels échanges et s'affirme comme vecteur de fraternité et d'amitié.

Enfin, les travaux se sont centrés sur la coopération universitaire francophone, M. Mohamed Charfi, ancien ministre de la Justice d'Algérie, rappelant que près de 60 % des francophones vivent sur la rive sud de la Méditerranée, pays dont les systèmes éducatifs sont confrontés à de nombreuses difficultés, notamment la fuite de leurs cerveaux qui constitue un frein à leur développement économique et social. D'ailleurs, comme l'a souligné M. Albert Lourde, recteur de l'université Senghor d'Alexandrie, les demandes de coopération universitaire sont en croissance constante alors que les financements institutionnels sont de plus en plus difficiles d'accès, sans oublier la question des restrictions de visas. Cette coopération universitaire, l'une des composantes de la coopération culturelle, permet sans doute d'aller plus vite et plus loin que les échanges politiques, M. Abderrahmane Lellou, vice-recteur de l'Agence universitaire de la Francophonie, prenant l'exemple des deux établissements israéliens devenus membres du réseau de cette agence.

Pour tenter de surmonter la menace de replis identitaires au sud et la réalité croissante d'une « Europe forteresse » au nord, les échanges entre l'UPM forte de sa dimension politique et de la Francophonie garante de ses valeurs seraient de nature à faire émerger une « union de projets » davantage qu'un « projet d'union », permettant alors aux francophones et aux francophiles de contribuer à donner un nouvel essor au dialogue des cultures et des civilisations, et plus prosaïquement à la connaissance de l'autre.

Benjamin Benoit

Retrouvez cette information dans la revue de la Fédération internationale des professeurs de français : Le français dans le monde (<http://www.fdlm.org/>)

¹ Le « Processus de Barcelone : Union pour la Méditerranée », est une organisation internationale intergouvernementale à vocation régionale fondée le 13 juillet 2008 dans le cadre de la présidence française de l'Union européenne (UE).



Mention photo : B.Benoit - DR